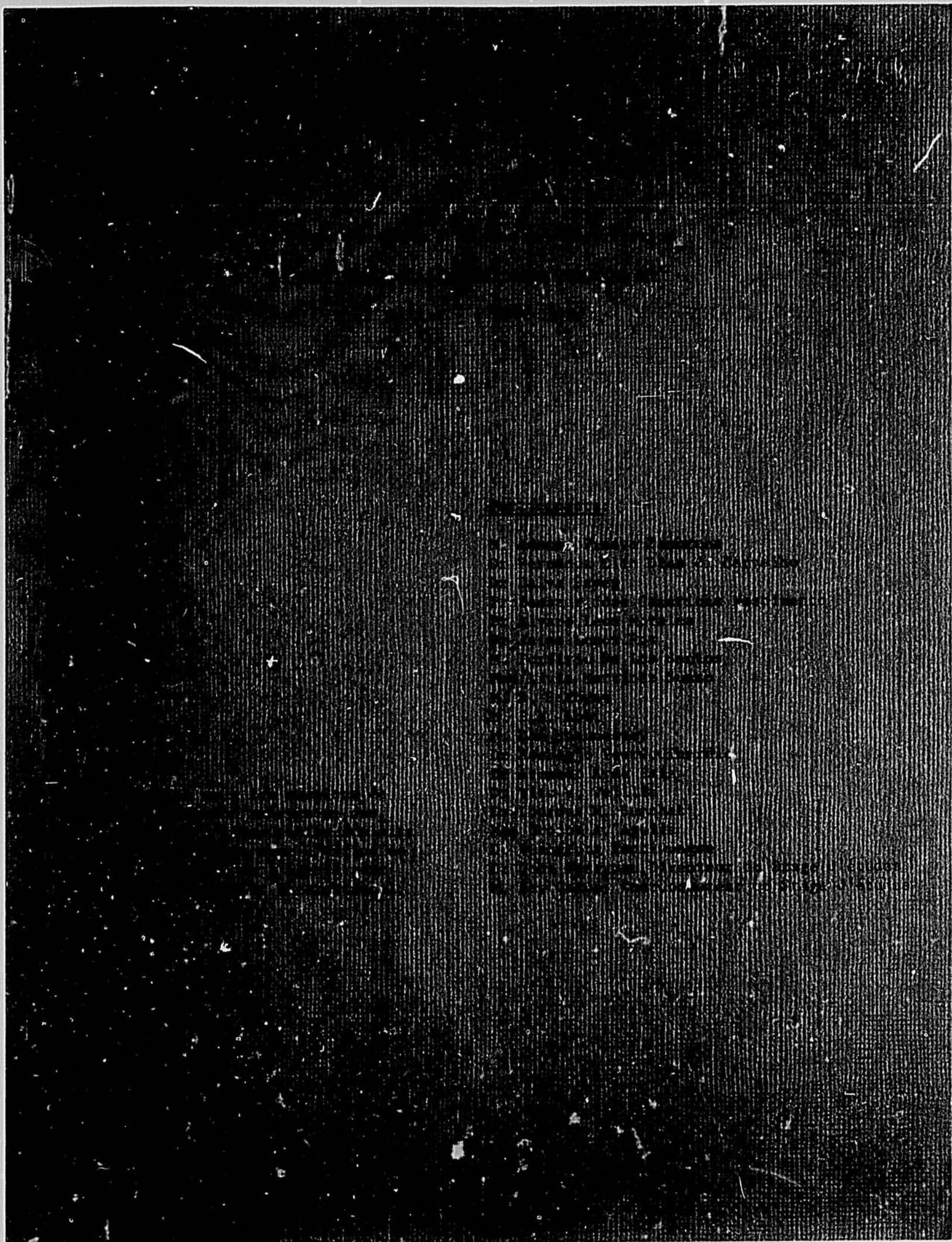


AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
 WASHINGTON, D. C. 20523
BIBLIOGRAPHIC INPUT SHEET

FOR AID USE ONLY
Batch 62

1. SUBJECT CLASSIFICATION	A. PRIMARY Food production and nutrition	AS00-0000-0000
	B. SECONDARY Human nutrition	
2. TITLE AND SUBTITLE La nutrition de l'enfant d'age prescolaire, rapport du stage d'etudes ser la nutrition		
3. AUTHOR(S) (101) Am. School Food Service Assn., Denver, Colo.		
4. DOCUMENT DATE 1970	5. NUMBER OF PAGES 37p.	6. ARC NUMBER ARC
7. REFERENCE ORGANIZATION NAME AND ADDRESS ASFSA		
8. SUPPLEMENTARY NOTES (Sponsoring Organization, Publishers, Availability) (In English, French, and Spanish. English, 30p.: PN-AAD-797; Spanish, 31p.: PN-AAD-799)		
9. ABSTRACT		

10. CONTROL NUMBER PN-AAD-798	11. PRICE OF DOCUMENT
12. DESCRIPTORS Children Developing countries Malnutrition Meetings	13. PROJECT NUMBER Strategy
	14. CONTRACT NUMBER CSD-2613 GTS
	15. TYPE OF DOCUMENT



Rapport du Stage d'études sur la Nutrition
"LA NUTRITION DE L'ENFANT D'AGE PRESCOLAIRE"

2 juillet - 6 août 1970

Organisé sous les auspices de
l'Association américaine des Services d'Alimentation scolaire
en coopération avec l'Office de la Nutrition de
l'Agence pour le Développement international

I

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'Association américaine des Services d'Alimentation scolaire était le contractant pour un projet organisé sous les auspices de l'Office de la Nutrition, Bureau d'Assistance technique de l'Agence pour le Développement international, Département d'Etat des Etats-Unis.^{1/}

Le but du projet était de tenir un stage d'études portant sur la nutrition de l'enfant d'âge préscolaire.

Le Dr Martin Forman, Directeur de l'Office de la Nutrition (Bureau d'Assistance technique de l'A.I.D.), s'est exprimé de manière plus spécifique lorsqu'il s'est adressé aux participants à Denver:

"Nous sommes encore bien loin d'influer sur la nutrition de l'enfant. Bien que nous puissions toujours trouver des exemples de certains domaines dans lesquels nous avons fait des progrès, en réalité nous ne faisons réellement qu'éviter de prendre du retard. Il n'est pas douteux qu'il n'y a eu aucun impact sur les trois cent millions d'enfants au monde qui souffrent sérieusement de malnutrition.

"Peut-être l'alimentation des enfants ne convient-elle pas dans tous les pays ou dans certaines parties d'un pays. Sans doute l'alimentation des enfants ne réussit-elle pas toujours, ou du moins il se peut qu'elle ne soit pas toujours le moyen le plus efficace de réaliser les objectifs de nutrition. Si tel est le cas, nous devrions rechercher d'autres solutions, de sorte que nous puissions en comparer les avantages possibles en fonction de leurs coûts.

1. Nous devons connaître clairement nos objectifs.
2. Nous devons connaître plusieurs manières d'atteindre ces objectifs.
3. Nous devons connaître le coût en argent, en main-d'oeuvre et en matériaux...

Tel est le but de ce stage d'études, à savoir:

- 1) Identifier clairement la nature et l'envergure du problème;
- 2) Peser le coût et les avantages que présentent diverses approches du problème; et
- 3) Chercher à élaborer des techniques innovatrices là où les méthodes existantes peuvent être inadéquates."

Dix huit participants appartenant à douze pays en voie de développement ont pris part aux activités diverses mais connexes du Stage d'études.^{2/} L'alimentation préscolaire et des garderies d'enfants ont été observées

^{1/} Voir Appendice I (ASFSA, Association américaine des Services d'Alimentation scolaire)

^{2/} Voir Appendice II (Liste des participants)

dans quatre villes des Etats-Unis. Cinq membres du Stage d'études ont présenté un exposé résumant les efforts déployés dans leur pays en ce qui concerne les enfants d'âge préscolaire. Des conseillers se sont réunis avec les participants. Les expériences réalisées en matière de nutrition des enfants d'âge préscolaire ont été décrites et analysées. Des longues discussions, se sont dégagées des recommandations et des conclusions (Parties I et II du présent Rapport).

Quatre villes des Etats-Unis ont été visitées: la ville de Denver (Colorado) et les zones avoisinantes; Corpus Christi (Texas); Atlanta(Georgie); et Philadelphie (Pennsylvanie). Le programme du Stage a été élaboré et révisé par le personnel du siège de l'ASFSA et par les personnes qui ont assuré la coordination locale des phases du programme à Corpus Christi, Atlanta et Philadelphie. Avec l'aide de leurs collègues, Mme Gertrude Applebaum à Corpus Christi, Mlle Josephine Martin à Atlanta et Mme Catherine Nichols à Philadelphie ont fait bénéficier le Stage de leur expérience et de leur initiative remarquables.

Le but des visites était de stimuler des discussions qui, grâce à la formation et à l'expérience des participants, permettraient d'identifier les méthodes propres à éliminer les difficultés qui font obstacle à la réalisation des programmes d'alimentation de l'enfant d'âge préscolaire. L'un des résultats de ces efforts est reflété dans les recommandations contenues au Rapport eu égard à la création de centres de santé et de nutrition.

Les expériences des participants ont fait l'objet de présentations. Le Dr Lourdes Sumabat a fait passer et expliqué un film décrivant le programme de puériculture aux Philippines. Le Dr Alvaro Leon a décrit à l'aide de diagrammes les efforts effectués par le Gouvernement de Colombie afin d'organiser et de mettre en oeuvre des programmes de santé et de nutrition à l'intention des enfants d'âge préscolaire. Le Dr Puantong Tantiwongse a parlé des projets mis en oeuvre en Thaïlande dans le but d'enrichir l'alimentation. Deux participants du Brésil, le Dr Dalva Sayeg et le Dr Fernanda Calvalho, ont montré des diapositives et parlé des garderies d'enfants de différentes parties de leur pays. M. Abbi a fait passer deux films montrant la vie tribale dans l'Etat de Madhya Pradesh en Inde.

Des consultants ont contribué aux travaux du Stage d'études grâce à la spécialisation et à l'expérience acquises dans les pays en voie de développement aussi bien qu'aux Etats-Unis. A Denver, le Dr Arnold Shaeffer, Chef des Programmes de Nutrition pour les Services de Santé et l'Administration de la Santé mentale du ministère de la Santé, de l'Education et des Affaires sociales, a présenté un exposé sur l'étude relative à la malnutrition effectuée dans seize Etats des Etats-Unis.

Mlle Bernadine Foley s'est jointe au Stage d'études pendant deux jours à Corpus Christi. Elle a stimulé des débats animés après avoir raconté son expérience en Afrique. Mlle Foley, qui compte parmi les membres du personnel du Père Capone et se consacre à la santé publique, a relaté les excellents résultats obtenus grâce à l'usage des fiches de pesée des nourrissons aux fins de l'éducation nutritionnelle et sanitaire.

Le Dr Kendall King a passé un après-midi avec les participants à Atlanta. La discussion a porté sur de nombreux domaines touchant aux programmes destinés aux enfants d'âge préscolaire, notamment les programmes haïtiens de puériculture qui ont été créés grâce au concours du Dr King. A Philadelphie, les membres du Stage d'études ont trouvé une source d'information des plus précieuses en la personne du Dr Paul Gyorgy. Le Dr Gyorgy, nutritionniste réputé, a parlé de ses travaux de recherche en Thaïlande et en Indonésie. Il a présenté un exposé détaillé sur le potentiel de l'enrichissement de l'alimentation et de la création dans les pays en voie de développement d'un programme de volontariat du type Vista. La contribution qu'il a apportée aux travaux du Stage est reflétée dans les recommandations contenues dans le Rapport.

Les recommandations et conclusions qui figurent dans les sections ci-après représentent neuf domaines critiques sur lesquels les participants au Stage d'études ont décidé de concentrer leurs efforts. Ils ont été examinés par trois sous-comités, placés chacun sous la direction de chefs élus: le Professeur Jose Camarinha Nascimento, le Dr Lourdes Sumabat et le Dr Tito Velilla. Les deux interprètes affectées par l'A.I.D. au Stage d'études, Mlle Ana Marie de Ceballos et Mme Carmen Cumming, ont fait preuve d'une compétence exceptionnelle durant les phases d'étude, de critique et d'élaboration du Rapport.

Des remerciements vont aux nombreuses personnes qui ont consacré leur temps et leurs efforts à assurer le succès du Stage d'études, notamment les dix huit personnes qui ont voyagé de villes éloignées afin de prendre part aux travaux. Elles sont venues disposées à s'instruire et désireuses de partager idées et expériences. Elles ont exprimé l'espoir qu'en dépit des difficultés, et grâce à des moyens encore inconnus, les enfants qui souffrent de la faim pourront bénéficier de leurs efforts.

II

RECOMMANDATIONS

II

"L'écart s'élargit entre les quelques opulents et les millions d'affamés dans les pays en voie de développement, ainsi qu'entre les nombreux opulents et les nombres relativement faibles mais toutefois considérables de pauvres dans les pays hautement industrialisés, et il pourrait devenir impossible de combler la brèche si des efforts orientés dans la bonne voie ne sont pas mis en oeuvre sans délai.

"De nos jours, dans la grande majorité des pays en voie de développement, au moins 70 pour cent des enfants de moins de six ans souffrent de malnutrition et n'ont pas la possibilité de développer leur plein potentiel... la malnutrition risque de laisser une empreinte durable sur le développement physique et mental des nourrissons et des enfants en bas âge. Leur développement physique et la maturation définitive de bon nombre de leurs organes -- le cerveau et les reins pour n'en citer que deux -- sont les plus rapides (après ceux du fœtus) durant les 3 à 5 années qui suivent la naissance... Il est très probable qu'à défaut d'amélioration de la nutrition et des conditions sociales, le dommage subi par les enfants en bas âge frappe une entière génération, marquant le développement général social, économique et culturel de la nation dans les pays en voie de développement ainsi que des groupes défavorisés dans les pays hautement industrialisés."^{1/}

La déclaration du Dr Gyorgy a trouvé son écho parmi les participants au Stage d'études. La nécessité urgente de programmes destinés aux enfants d'âge préscolaire s'est reflétée au cours des travaux de la réunion et dans les rapports des groupes qui se sont consacrés aux neuf domaines critiques. Plusieurs recommandations sont réitérées en ce qui concerne ces neuf domaines, à savoir: programmes "intégrés" de santé et de nutrition, politique nationale en matière de nutrition et évaluation de la situation en matière de nutrition. Cette répétition est intentionnelle. Bien que tous domaines critiques puissent être identifiés, aucun n'est isolé. De l'avis des participants, il existe une corrélation entre ces problèmes qui doit se refléter dans les efforts déployés à l'échelon national en vue d'éliminer et de prévenir la malnutrition.

^{1/} "La malnutrition est un problème d'écologie" -- Discours prononcé en 1970 par le Dr Paul Gyorgy.

Malnutrition et évaluation de la situation en matière de nutrition

Les participants au Stage ont identifié les carences de calories et de protéines comme entraînant un souci primordial dans les pays en voie de développement. Tout en reconnaissant qu'en général on a conscience de la situation, les participants n'ont pas manqué de souligner qu'il n'en est pas résulté "le degré voulu d'action... Les gens qui parlent de nutrition sont enclins à ne considérer cela que comme une mode".^{2/}

Il est nécessaire de remplacer cette prise de conscience par des programmes d'action. Cela ne veut pas dire que l'on ne déploie pas d'efforts destinés à ceux qui sont le plus exposés à la malnutrition: les enfants d'âge préscolaire et scolaire, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Les programmes d'aide alimentaire administrés à la fois par des organisations internationales et les gouvernements nationaux visent à répondre aux besoins nutritionnels de ces groupes ainsi que d'autres groupes. Toutefois, un succès restreint a été obtenu étant donné que la demande s'est développée en fonction géométrique alors que l'offre n'a accusé qu'un accroissement arithmétique.

Les besoins en matière de nutrition ne sauraient être satisfaits par des programmes meilleurs et plus grandioses d'aide alimentaire. Les pays en voie de développement doivent accepter la responsabilité de déterminer ces besoins à long terme et de formuler les programmes "intégrés" propres à y répondre. Les participants ont considéré

^{2/} "Rapport du Groupe III", Page 1.

comme "intégrés" les programmes qui reconnaissent l'importance de services de santé, de l'éducation nutritionnelle et de la production alimentaire, entre autres, en tant que parties intégrantes de ces programmes.

La lutte contre la malnutrition exige un examen réaliste des faiblesses qui affligent les pays en voie de développement. Il existe une pénurie de techniciens ayant la formation nécessaire pour résoudre ou prévenir les problèmes de la malnutrition. Les ressources financières et matérielles sont limitées. Les techniques modernes permettant d'atteindre les victimes de la malnutrition sont rares. Le plus grave point faible touche cependant à l'appréciation de la situation nutritionnelle qui existe dans les pays en voie de développement. Une évaluation de cette situation mérite la plus haute priorité. Tout en acceptant les limites qu'imposent des fonds insuffisants et un personnel qualifié en nombres inadéquats, les participants au Stage d'études ont estimé que ces lacunes n'étaient pas sévères au point que l'on ne puisse entreprendre une telle évaluation.

Ceci accomplirait plusieurs objectifs. Cette évaluation fournirait une illustration graphique des besoins ainsi que le cadre de programmes intégrés d'action visant à réduire et éventuellement à éliminer la malnutrition. Elle permettrait d'identifier les groupes démographiques et les zones géographiques exigeant une attention prioritaire. Elle demanderait la coopération des organisations gouvernementales existantes et pourrait montrer la voie aux fins de programmes futurs destinés à l'enfant d'âge préscolaire.

C'est à l'égard des enfants d'âge préscolaire que le Stage d'études concentrerait une attention prioritaire. En vue d'évaluer la situation en matière de nutrition et de malnutrition, les participants ont recommandé que soient identifiés tous les enfants d'âge préscolaire constituant un risque nutritionnel élevé. Pour y parvenir, "des méthodes simples, pratiques et empiriques, telles que le poids par âge et l'examen clinique, devraient être employées pour identifier la présence de malnutrition".^{3/} Il a été souligné que des indices comme le poids à la naissance, les taux de morbidité et de mortalité parmi les nourrissons et les enfants d'âge préscolaire, existent peut-être déjà dans certaines régions. Mais on n'a pu obtenir que de rares statistiques dans le but d'évaluer la situation en matière de nutrition.

Même si l'on se base sur un échantillonnage, il est nécessaire d'obtenir des données sur les facteurs sous-jacents de la malnutrition et par exemple, sur:

- les pratiques existantes d'allaitement et de sevrage des nourrissons
- l'incidence des maladies infectieuses
- les conditions sanitaires
- les habitudes alimentaires
- les sources, types et quantités de denrées alimentaires ainsi que la commercialisation, la distribution et l'emmagasiner de ces denrées
- le niveau d'instruction
- la situation économique d'ensemble.

^{3/} "Rapport du Groupe II", Page 1.

Production alimentaire

Les participants ont identifié une forte corrélation entre la recommandation visant à une évaluation de la situation en matière de nutrition et celle visant à l'amélioration de la production alimentaire.

"La prévision de régimes alimentaires équilibrés est indispensable à tout programme de développement en matière de nutrition. La mesure fondamentale devrait donc consister à augmenter la production alimentaire."^{4/}

Trois éléments importants de la planification de la production alimentaire ont été soulignés:

- 1) En mettant l'accent sur l'accroissement de la production alimentaire à l'échelon familial (jardinage familial et scolaire), la planification nationale devrait envisager une politique agricole qui cherche systématiquement à réaliser des améliorations dans de nombreux secteurs, y compris l'agriculture, l'industrie laitière et l'élevage de la volaille, ainsi que les pêches.
- 2) L'amélioration de la production alimentaire repose sur l'expansion de la recherche agricole. La quantité de denrées alimentaires disponible revêt une importance cruciale pour les enfants et les adultes qui souffrent de la faim. Toutefois, la qualité de ces denrées est

^{4/} "Rapport du Groupe III", Page 2.

également vitale. Les participants ont cité l'expérience acquise dans leur pays. La teneur en protéines des arachides doit être élevée alors que les niveaux de production sont accrus.

- 3) Une politique agricole nationale devrait porter sur les tendances existantes et optimales de culture. Les terres cultivées sont-elles employées à produire des aliments nourrissants? Attendu que l'idée d'aliments enrichis est de plus en plus acceptée dans les pays en voie de développement, les efforts d'information du public peuvent-ils viser à "encourager la production du soja, des légumineuses ou des arachides, etc."?

Participation de la collectivité

Les participants ont visité de nombreuses garderies d'enfants et un certain nombre de programmes "Headstart" (programmes assurant aux enfants un bon départ dans la vie). Ils ont observé des volontaires consacrant leur temps et leurs efforts aux enfants de leur communauté. Ces expériences ont influé sur les recommandations émanant du Stage d'études. Les participants ont souligné que le succès de la lutte contre la malnutrition exige des efforts concertés. Ils ont considéré la participation de la collectivité comme le front d'un tel assaut.

"... la participation des membres de la collectivité est un IMPERATIF. Personne ne peut résoudre le problème sans la coopération de la collectivité locale. Seule la communauté peut parvenir à éliminer le problème de la malnutrition".^{5/}

^{5/} "Rapport du Groupe II", Page 3.

La pauvreté est la cause fondamentale de la malnutrition et l'ignorance de ce qui constitue une bonne nutrition vient au second rang. Les participants se sont accordés sur ce point et ont donc mentionné l'information du public et l'éducation nutritionnelle comme des questions demandant une attention immédiate. Pour que les dirigeants et les parents de la communauté puissent contribuer à la solution de ces problèmes, il faut tout d'abord qu'ils en connaissent l'existence, qu'ils en comprennent les implications et qu'il leur soit soumis diverses solutions.

La communauté a besoin d'information pour accomplir cette tâche. Les moyens de communication ont atteint des niveaux variables de développement à travers le monde. Mais quel qu'en soit le niveau, il a été recommandé que l'on ait davantage recours aux moyens de communication pour informer les collectivités de ce qu'elles peuvent faire pour réduire la malnutrition et améliorer la situation en matière de nutrition.

Du l'avis des participants, la participation de la collectivité prend un sens spécifique. Les dirigeants des organisations existantes sans but lucratif et philanthropiques doivent collaborer à la planification et à la mise en oeuvre des programmes ayant trait à la nutrition. Les membres de clubs ou associations du même genre peuvent constituer une force vitale à l'échelon local ou national. La participation des mères est des plus importante. Celle-ci peut être obtenue de trois manières là où il existe des garderies pour enfants d'âge préscolaire.

- 1) Un salaire modeste pourrait être versé aux mères qui travaillent dans les garderies d'enfants.
- 2) Les employeurs de la communauté pourraient peut être laisser les mères travailler dans les garderies d'enfants une fois par mois.
- 3) Les mères pourraient servir une fois par semaine à titre volontaire. Non seulement elles apporteraient leur aide aux programmes destinés aux enfants, mais on pourrait également leur apprendre à acheter, à préparer et à servir des aliments peu coûteux, mais riches du point de vue nutritif, que l'on trouve dans la localité.

Lorsque les garderies d'enfants n'existent pas, il conviendrait d'étudier leur création. Les conditions locales risquent dans certains cas d'empêcher les mères et les enfants de se rendre dans de telles garderies; des services mobiles devraient alors être institués à leur intention. Toutefois, si la nécessité s'impose de mettre en oeuvre un programme d'action communautaire, il convient de fixer un objectif spécifique. De l'opinion générale des participants, des centres communautaires consacrés à la santé et à la nutrition pourraient fournir un tel objectif.

Services de santé

Un certain nombre de médecins comptaient parmi les participants au Stage d'études. Leur formation et leur expérience ont influé sur les recommandations finales ayant trait à ce domaine.

L'élément prévention des services de santé et de nutrition a été souligné non seulement du fait de considérations sociales mais aussi du point de vue économique. "Le coût social de la malnutrition... est élevé car le

gouvernement doit engager de grandes dépenses aux fins de réadaptation des enfants handicapés par une carence nutritionnelle."^{6/}

Les programmes de santé et de nutrition sont des mesures de prévoyance sociale dont les avantages ne peuvent être aisément quantifiés. Toutefois, les études font ressortir qu'une meilleure alimentation entraîne non seulement une meilleure santé physique mais aussi des aptitudes intellectuelles accrues. Même si la quantification est impossible, l'investissement dans les ressources humaines a de profondes ramifications.

"Les coûts immédiats et à long terme de la malnutrition en tant que perte de production et faible productivité, en outre des mesures nécessaires à lutter contre les maladies causées par la malnutrition, font ressortir que l'investissement consacré à la nutrition a un effet de multiplicateur inhérent."^{7/}

Cet investissement, selon les participants au Stage d'études, serait effectué de la manière la plus rationnelle dans des centres de santé et de nutrition à fonctions multiples, comprenant au premier plan des services médicaux ou paramédicaux. Un réseau de centres dotés d'un personnel permanent représente une entreprise onéreuse et peu réaliste quant aux fonds et au personnel qualifié nécessaires et du point de vue de la simple logistique. Moins coûteux et plus réalistes sont les centres communautaires qui comptent sur le concours de volontaires qualifiés, de spécialistes ambulants et d'une visiteuse sanitaire ou d'une sage-femme appartenant à la collectivité locale et jouissant de la confiance des parents.

^{6/} "Rapport du Groupe III", Page 2.

^{7/} "Rapport du Groupe III", Page 2.

En outre des services de santé, ces centres pourraient fournir l'instruction aux enfants d'âge préscolaire, l'éducation nutritionnelle aux parents, l'information (dans certains pays) relative à la planification familiale et des produits alimentaires.

Education nutritionnelle

Durant le Stage d'études, il a été décidé d'attirer spécialement l'attention sur ce problème. Les participants ont connu des situations dans lesquelles la valeur de l'éducation nutritionnelle était mise en doute et son rôle sous-estimé.

Ils pensent toutefois que si la mère connaît les aliments peu coûteux et riches en protéines offerts sur le marché local, c'est là une arme puissante contre la malnutrition. Sa compréhension de la relation entre ces aliments et la santé de l'enfant est également importante.

Dans le cadre d'autres recommandations, les participants ont considéré l'éducation nutritionnelle comme une fonction distincte non seulement des centres de santé et de nutrition, mais aussi des écoles primaires. Ceci exigerait un recyclage complet de ceux qui sont déjà dans la profession et l'introduction de cours obligatoires sur la nutrition à l'usage des enseignants, du personnel médical et paramédical et des stagiaires se préparant aux services d'assistance publique et de prévoyance sociale.

Les enseignants ont été mentionnés comme constituant une ressource particulièrement précieuse au titre de l'effort d'éducation nutritionnelle.

Colloques, stages d'études et cours de formation "... devraient porter sur la nutrition de base, l'identification des problèmes de nutrition qui existent dans la région, les solutions possibles à de tels problèmes, l'amélioration des habitudes alimentaires des enfants et l'utilisation de produits alimentaires au cours des programmes normaux d'instruction chaque fois que cela est possible."^{8/}

Participation politique

Chaque pays en voie de développement a sa structure politique particulière. Des facteurs ayant trait à la société, à l'économie et à la culture déterminent ces structures de même que les moyens propres à modifier les politiques nationales. Parmi ceux qui se préoccupent des enfants d'âge préscolaire, les participants ont recommandé que l'on s'efforce d'entraîner des changements par la voie de programmes d'éducation politique et de participation aux processus politiques.

La participation politique n'implique pas l'intervention directe dans les questions partisans. Plutôt, la "participation" devrait être envisagée dans le contexte de l'information des hommes politiques qui ne s'intéressent pas toujours aux programmes de nutrition et souvent ne savent pas comment on peut lutter contre la malnutrition. Les membres du Stage d'études estiment qu'il est indispensable en premier lieu de susciter l'intérêt et de stimuler la prise de conscience. Le meilleur moyen de réaliser ces buts est de rendre les programmes de nutrition des enfants "attrayants du point de vue politique et compatibles avec des objectifs politiques comme le développement économique et l'éducation".

^{8/} "Rapport du Groupe II", Page 5.

Les pays identifient communément les politiques de développement économique et d'éducation. La même pratique est vivement recommandée pour ce qui est de la nutrition. Les participants ont recommandé qu'un effort immédiat soit fait dans les divers pays en voie de développement en vue d'établir des politiques en matière de nutrition. Le Stage d'études a énoncé le principe à la base de telles politiques:

"Il est nécessaire que la nation tout entière soit motivée, de même que les différentes collectivités. A cet égard, une législation de base sur l'alimentation et la nutrition est essentielle. Nous recommandons qu'il soit établi une obligation légale de nourrir les enfants d'âge préscolaire."^{9/}

Sur la base d'une obligation légale, ces politiques seraient, en fait, "des chartes de l'enfance" constituant un plan aux fins suivantes:

- 1) Evaluer la situation en matière de nutrition.
- 2) Déterminer les moyens de se préoccuper de l'enfant d'âge préscolaire, à savoir par le truchement des centres de santé et de nutrition ou les écoles publiques existantes.
- 3) Etablir les priorités de programmes qui reconnaissent les besoins particuliers, les ressources dont on dispose et les conditions locales.

Pour mettre en oeuvre un tel plan, les participants ont recommandé en outre que les pays en voie de développement établissent un nouvel organisme au rang de ministère. Habilité à formuler, mettre en oeuvre et évaluer des programmes de développement en matière de nutrition,

^{9/} "Rapport du Groupe I", Page 2.

le directeur de cet organisme relèverait directement du chef de l'Exécutif. En plus de la coordination des programmes d'aide alimentaire, "soit (en utilisant) les propres ressources du pays ou celles reçues d'organisations multilatérales", cet organisme serait chargé d'évaluer la situation de la nation en matière de nutrition. En outre, le personnel de l'organisme collaborerait étroitement avec les ministères de la Santé, de l'Education et de l'Agriculture afin d'assurer que les efforts visant à l'amélioration de la production alimentaire, des services de santé et de l'éducation nutritionnelle, se poursuivent de pair.

Coopération internationale

Le Stage d'études a fréquemment concentré les discussions sur les programmes internationaux d'aide alimentaire. Le thème souvent repris était que les pays en voie de développement avaient besoin d'aide et devraient rechercher cette aide s'ils désirent voir éliminer la malnutrition. Toutefois, il y a un corollaire et c'est le suivant:

"... il importe de souligner que c'est là un domaine sensible d'opération. Attendu que le sentiment national entre en jeu, les pays donateurs devraient adopter une attitude cordiale et soigneusement éviter de prendre une attitude paternelle. Des frictions se produisent soit parce que le pays donateur donne l'impression de répandre ses largesses, soit parce que le pays destinataire estime être sujet à de trop nombreuses conditions régissant les approvisionnements.

"Les approvisionnements ne devraient pas être liés à des conditions et le pays bénéficiaire devrait pouvoir les utiliser à son entière discrétion, de la manière qu'il décide. Le pays donateur peut légitimement demander des comptes au sujet des fournitures utilisées dans un but déclaré. Le pays donateur devrait également essayer de n'offrir que les denrées qui sont nécessaires et s'abstenir de tenter à écouler ses excédents dans des endroits où on ne les désire pas."^{10/}

Les participants ont reconnu que les programmes internationaux d'aide alimentaire ont soulagé la faim et appuyé les activités de développement socio-économique. Cependant, nous ne sommes plus en 1960. Bon nombre de pays en voie de développement parviennent aujourd'hui à des niveaux de développement qui exigent un nouvel examen.

L'assistance est encore nécessaire sous forme de fonds et de denrées alimentaires, mais on se doit de reconnaître la compétence grandissante des chefs nationaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

"... Une nouvelle programmation de cette aide pourrait s'avérer nécessaire et l'établissement de nouveaux objectifs pour les programmes existants pourrait se révéler utile afin de faire face à la transformation socio-économique (dans) le pays qui reçoit l'aide."^{11/}

^{10/} "Rapport du Groupe III", Pages 5-6.

^{11/} "Rapport du Dr Jaime Muñoz", Page 2.

Dans des cas trop nombreux, les accords d'aide alimentaire ont été conclus sur le plan unilatéral. Ils ont été le résultat d'actions de la part de gouvernements ou d'organismes privés qui n'ont pu percevoir la nécessité de programmes bien conçus, comportant différentes phases. Les participants ont recommandé l'adoption du principe d'accords bilatéraux établis à la suite de franches discussions et portant sur des programmes "intégrés" de nutrition.

Et l'on a besoin de plus que des denrées alimentaires. De nombreux pays ont procédé à des études et mis en oeuvre des programmes qui pourraient avoir des répercussions pour d'autres pays, mais leurs résultats n'ont reçu qu'une diffusion restreinte. Les participants ont vivement recommandé qu'un effort soit déployé à l'échelon international en vue de rassembler, traduire, simplifier le cas échéant et diffuser l'information relative aux résultats de la recherche et à la mise en oeuvre de programmes. Ceci devrait être réalisé par une organisation qui considère les renseignements pragmatiques comme une source d'aide primordiale. Cet organisme pourrait de plus aider les pays en voie de développement à déterminer l'aide financière et technique ainsi que les marchandises et les denrées alimentaires qui peuvent être obtenues d'organisations internationales.

Formation de personnel

Les participants ont reconnu qu'il pourrait ne pas être possible dans bon nombre de pays d'instituer une hiérarchie distincte aux fins d'organisation de programmes d'alimentation et de nutrition. On ne dispose pas du temps, du personnel et des fonds nécessaires à une telle entreprise.

Dans le cadre de la recommandation visant à établir des programmes "intégrés" de nutrition, les membres du Stage d'études ont recommandé la création d'un corps de jeunesse. "D'immenses possibilités" ont été envisagées grâce à l'emploi d'étudiants des universités dans des programmes communautaires ayant trait à la nutrition.

"Les secteurs de l'alimentation, de l'éducation, du développement communautaire et de la prévoyance sociale... offrent des services semblables pour le bien-être du même groupe, à savoir le groupe préscolaire. Le personnel affecté dans ces secteurs doit recevoir une orientation en matière de nutrition. Il pourrait se charger non seulement de l'administration des programmes, mais aussi de la formation d'autres personnes. Ce programme de formation multiplicateur peut être élargi de manière à inclure l'ensemble de la collectivité. Des organisations comme le Corps de la Paix et le Corps international de volontaires proposé fournissent les cadres moyens auxquels on peut recourir pour les objectifs envisagés."^{12/}

Evaluation

Les participants ont cité ce domaine comme présentant le plus d'importance et recevant le moins d'attention dans plusieurs pays en voie de développement. Des directives sont nécessaires afin de placer l'évaluation au coeur du développement des programmes de nutrition, assurant un recyclage continu aux fins de la planification.

La plus haute priorité a été placée sur l'évaluation de la situation actuelle en matière de nutrition. Les participants ont été spécifiques

^{12/} "Rapport du Groupe III", Page 4.

à cet égard. L'efficacité des programmes actuels de nutrition doit être mesurée à l'aide de méthodes qui sont "simples, pratiques et conformes aux ressources dont dispose chaque pays". Tenant compte des répercussions à long terme, les participants ont recommandé en outre que "des mesures anthropométriques simples et courantes comme le poids par âge, l'indice taille/poids, soient adoptées sur le plan international en vue de déterminer l'amélioration de la situation en matière de nutrition".^{13/}

La deuxième priorité a été donnée à la fourniture d'instruments d'évaluation aux spécialistes chargés de la planification et de la mise en oeuvre des programmes de nutrition. Les participants ont reconnu que les méthodes d'évaluation sont plus ou moins perfectionnées d'un pays à l'autre. En conséquence, ils ont recommandé le développement et la diffusion d'instruments d'évaluation variés.

Enfin, les membres du Stage d'études ont recommandé "que la relation entre le développement mental et l'amélioration de la nutrition soit établie à l'aide d'une série de techniques applicable à un échantillonnage démographique donné".^{14/}

^{13/} "Rapport du Groupe II", Page 6.

^{14/} Ibid, Page 6.

III

CONCLUSIONS

Les dernières séances du Stage d'études ont eu lieu à Boston, où se tenait la réunion annuelle de l'Association américaine des Services d'Alimentation scolaire. Les participants se sont réunis avec le Dr Martin Forman afin de s'entretenir de leurs observations et recommandations. Ils ont énoncé les déclarations suivantes en tant que conclusions de leurs travaux:

1. La population est la ressource la plus précieuse d'un pays. Elle représente son avenir. Cet avenir se trouve compromis lorsqu'un élément vital de la population ne bénéficie pas des biens et services qui assurent le développement de citoyens productifs et en bonne santé. La conclusion fondamentale du Stage d'études est que l'épanouissement d'enfants d'âge préscolaire se trouve compromis dans les pays en voie de développement ainsi que dans les pays hautement évolués.

2. Il n'y a pas de méthode simple de se préoccuper de l'enfant d'âge préscolaire. La situation socio-économique, divers niveaux d'instruction, le potentiel de production et de distribution des denrées alimentaires, les tendances de la consommation, la diversité ethnique ne sont que quelques uns des facteurs qui compliquent la tâche de réalisation de ce but. Toutefois, il y a deux moyens évidents d'aider l'enfant d'âge préscolaire:

a) directement, grâce à des programmes d'alimentation permettant de servir des repas nourrissants et peu onéreux dans les centres de santé et de nutrition, par exemple les centres de puériculture et les écoles.

b) indirectement, grâce à l'éducation nutritionnelle des mères et des enfants, soit dans les écoles, soit dans les centres de santé et de nutrition.

Les avantages que présentent ces approches et l'influence des programmes de nutrition ne sont pas encore bien documentés. L'évaluation représente une nécessité urgente.

3. L'appui nécessaire à ces programmes peut être assuré de la manière la plus rationnelle par une politique nationale vouée à l'amélioration de la nutrition en tant qu'élément vital du développement total d'une nation. Cette politique devrait être fondée sur la responsabilité légale du pays à l'égard de la santé de tous les citoyens, et en particulier de l'enfant d'âge préscolaire.

Une politique nationale en matière de nutrition devrait fonctionner dans le cadre de la structure politique mais toutefois au-dessus de toute considération partisane. En ce qui concerne la planification, le développement, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes de santé et de nutrition, la politique devrait être administrée par un ministre à l'échelon du Cabinet relevant directement du chef de l'Exécutif.

La première priorité de cette organisation devrait être l'évaluation de la condition actuelle de la population en matière de santé et de nutrition. Les complexités et l'envergure d'une telle tâche sont évidentes. Cependant, jusqu'à ce que l'on puisse établir des données de base spécifiques, l'expansion ou la création des programmes visant l'enfant d'âge préscolaire ne saurait avoir qu'un effet restreint.

Il est recommandé que, à la suite de l'évaluation, la planification des programmes de santé et de nutrition établisse les objectifs prioritaires à réaliser grâce aux ressources disponibles, qui pourront être fournies en partie par le gouvernement national, en partie par l'administration et le volontariat locaux, et en partie par des organismes internationaux.

Cette planification devrait stipuler les besoins à court terme et à long terme dans des domaines tels que la production et la distribution de denrées alimentaires, la formation de personnel (y compris l'emploi de volontaires surveillés), l'éducation nutritionnelle, les services de santé, les activités d'alimentation supplémentaire et l'enrichissement des aliments. La planification des programmes de santé et de nutrition devrait comporter les procédures prescrites quant à la mise en oeuvre. Cet aspect est crucial afin d'assurer une coordination efficace des efforts des organismes s'occupant de programmes de santé, d'éducation, d'agriculture et de programmes internationaux. Les méthodes de mise en oeuvre doivent être fondées sur les résultats de l'évaluation en cours. Les données doivent être fournies de manière à ce qu'elles soient utiles aux administrateurs. A mesure de l'exécution des programmes, les modifications nécessaires peuvent être apportées, sur la base des résultats de l'évaluation.

4. Le but fondamental des programmes d'alimentation des enfants devrait être de veiller à ce que individus et collectivités puissent répondre à leurs propres besoins. Toutefois, un tel but ne saurait être atteint sans une période intérimaire durant laquelle les gouvernements nationaux accordent des subventions.

5. Afin d'assurer la main-d'oeuvre nécessaire à l'exécution des programmes de santé et de nutrition destinés aux enfants d'âge préscolaire, il y aura lieu de prévoir le recrutement, la formation et la supervision de jeunes et de parents volontaires. Il conviendrait de recourir dans une large mesure aux moyens de grande information, aux institutions existantes (par exemple les écoles) et aux organisations civiques et philanthropiques dans le but d'obtenir l'appui du public.
6. Afin de renforcer et d'élargir les programmes existants, il est un besoin continu d'échange et de coopération sur le plan international en ce qui concerne les approvisionnements, l'information et le personnel technique.
7. Il conviendrait de mettre l'accent sur la nutrition en tant que mesure préventive. Attendu que l'effet primordial des programmes de nutrition se fera sentir dans le secteur des services de santé, la direction dans ce domaine doit être énergique et dévouée. Bien que d'autres organismes doivent être également considérés (par exemple, un comité national de la nutrition), les dirigeants des services de santé se doivent de comprendre la haute importance de la nutrition.
8. Les objectifs à long terme des programmes de santé et de nutrition ne peuvent être atteints que lorsque ces programmes sont intégrés aux activités de planification familiale.
9. Les recommandations qui précèdent font appel en général à l'extension, à l'expansion et à l'intensification des services existants. Toutefois, étant donné la nécessité d'offrir des services plus efficaces, de nouvelles voies d'action doivent être considérées.

L'attention des membres du Stage d'études a été attirée sur cette question. Cependant, des observations ou recommandations finales n'ont pas été présentées. C'est là une question qui exige l'attention concentrée et soutenue de tous les pays. Pour y faire suite, il est recommandé que les participants du Stage d'études prennent l'initiative dans leurs pays respectifs d'une action visant à explorer les aspects nouveaux du domaine de la nutrition des enfants. Dans ce contexte, les idées ci-après sont une illustration:

- a) Il pourrait être utile d'instituer des programmes semblables au Programme de Tickets alimentaires aux Etats-Unis. Cette approche pourrait inclure la délivrance de coupons supplémentaires pour les aliments enrichis pour bébés.
- b) Les gouvernements nationaux devraient envisager la promotion de nouveaux produits alimentaires. Des produits indigènes enrichis pourraient assurer une meilleure nutrition à un coût plus bas. La subvention des coûts de production devrait être envisagée en tant que moyen de maintenir à un niveau raisonnable le prix du produit fini. Cet arrangement pourrait également servir d'incitation à la fabrication de produits alimentaires peu onéreux pour les enfants en bas âge.
- c) Du point de vue de l'avenir à long terme, il est recommandé que tous les pays soulignent l'importance de l'allaitement au sein du point de vue nutritionnel. Ils pourraient y parvenir par le truchement de la subvention de programmes ou la promulgation de lois qui encouragent et protègent la mère allaitante et l'enfant, par des campagnes d'éducation et par d'autres moyens jugés appropriés dans les divers pays.

Les participants du Stage d'études sur la Nutrition de l'Enfant d'âge préscolaire reconnaissent le fait que cinq semaines d'observation et de discussion n'ont pas produit des conclusions remarquables. Toutefois, la conviction s'est dégagée de ces délibérations que l'avenir des nations -- leurs enfants -- était à l'étude. Le temps est révolu où promesses et bonnes intentions suffisaient. Il est impératif que les gouvernements et ceux qui sont ces gouvernements réalisent que des engagements doivent être pris afin de monter un assaut systématique, adéquatement financé et efficace contre le fléau qui menace l'avenir de tous les pays -- la malnutrition.

APPENDICE I

HISTORIQUE DE L'ASSOCIATION AMERICAINE
DES SERVICES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

L'Association américaine des Services d'Alimentation scolaire (ASFSA) est une organisation professionnelle sans but lucratif, qui compte plus de 49.000 membres représentant l'industrie des services d'alimentation scolaire. Ses membres comprennent les directeurs et surveillants des programmes de repas scolaires à l'échelon local et des Etats, les gérants de cantines, le personnel des services d'alimentation et autres éducateurs du pays tout entier. L'Association est vouée à la santé et au bien-être des enfants des écoles grâce à des méthodes perfectionnées de services d'alimentation scolaire et d'éducation nutritionnelle.

La qualité de membre de l'Association est accessible à toutes personnes s'occupant de services alimentaires scolaires sans but lucratif ou d'activités connexes, dans les écoles publiques, privées ou religieuses et les établissements universitaires.

En octobre 1946, l'ASFSA a été organisée par la fusion de la Conférence des Directeurs de Services alimentaires et de l'Association nationale des Cantines scolaires. La première assemblée de l'Association s'est tenue en 1947, alors que les membres étaient au nombre de 709. Depuis lors, les services d'alimentation scolaire ont pris de l'expansion et, de nos jours, ils se placent au second rang après le programme d'alimentation des Forces armées des Etats-Unis.

Les affaires de l'Association sont gérées et dirigées par le Conseil exécutif et la Chambre des Délégués élus parmi ses membres.

Le Siège de l'ASFSA est situé 4101 East Iliff Avenue, Denver (Colorado) 80222.

Le Dr John N. Perryman est Administrateur de l'Association. Le personnel compte 14 membres à plein temps, y compris Mme Jean Pitts, Directrice adjointe; M. Gordon Speckman, Directeur de la Commercialisation et des Ventes; Mlle Louise A.K. Frolich, Coordinatrice des Programmes régionaux; M. Jay Caton, Assistant administratif; et Mme Patricia Bayer, Rédacteur en chef du SCHOOL LUNCH JOURNAL (Revue des cantines scolaires).

APPENDICE II

PARTICIPANTS AU STAGE D'ETUDES

BOLIVIE

M. Ademar Pinaya Zambrana
Secrétaire exécutif, Caritas Boliviana

BRESIL

Dr Fernanda Elin Dias di Carvalho
Délégué du DNCR, Deuxième Région

Dr Dalva Sayeg
Chef de Division
Département national de la Puériculture

Professeur Jose Camarinha Nascimento
Coordonnateur des Affaires éducatives
Ministère de la Santé

COLOMBIE

Dr Alvaro Leon Morales
Chef, Division de l'Alimentation
complémentaire et des Services
d'Alimentation
Département de la Nutrition de l'Institut
national du Bien-Etre familial de
Colombie

Dr Jaime Munoz Roa
Directeur adjoint
Division d'Assistance technique
à l'étranger, Ministère de la
Planification nationale

REPUBLIQUE DOMINICAINE

M. Porfirio De Los Santos
Chef intérimaire du Programme national
d'Alimentation scolaire

GHANA

Dr Samuel Ofosu-Amaah
Hygiène maternelle et infantile
Conseiller principal

HONDURAS

Mme Livia Martinez Suazo
Nutritionniste auxiliaire
Programme d'Hygiène maternelle et
infantile

INDE

M. S. Sathyam
Sous-Secrétaire du ministère des
Affaires sociales
Gouvernement de l'Inde

M. P.N. Abbi
Directeur des Affaires sociales tribales
Etat de Madhya Pradesh

M. Dan Shaunessey
Chef de la Mission A.I.U.

INDONESIE

Dr Soebagjo Poerwodihardio
Chef de la Division d'Hygiène maternelle
et infantile
Ministère de la Santé

NICARAGUA

Dr Armando Arce Paiz
Directeur de la Division de la Nutrition
Ministère de la Santé publique

PARAGUAY

Dr Tito E. Velilla
Représentant du ministère de la Santé publique
Services de Secours catholiques

PHILIPPINES

Dr Lourdes M. Sumabat
Directrice adjointe,
Coordonnatrice de la Recherche et du
Développement, Programme national de Nutrition
Ministère de la Santé

Mme Urbana A. Aguila
U.S.A.I.D./Manille
Adjointe au chef, Division de l'Alimentation
pour la Paix

THAÏLANDE

Dr Puangtong Tantiwongse
Médecin principal
Division de la Nutrition
Ministère de la Santé publique

APPENDICE III

